

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Où va la protection sociale ?, Sous la direction de Anne-Marie Guillemard, Paris : PUF, Collection Le lien social, 2008, 404 p., ISBN 978-2-13-057092-9.

par Hedva Sarfati

Relations industrielles / Industrial Relations, vol. 65, n° 4, 2010, p. 681-682.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/045593ar>

DOI: 10.7202/045593ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

l'OIT. Sauf à considérer quelques pages d'introduction à ce nouveau concept intégrateur, inscrit en faux avec l'esprit qui présida à l'adoption de la Déclaration...

P. Martin Dumas
Université Laval

Où va la protection sociale ?

Sous la direction de Anne-Marie Guillemard,
Paris : PUF, Collection Le lien social, 2008, 404 p., ISBN 978-2-13-057092-9.

Cet ouvrage réunit une quinzaine d'experts réputés de la protection sociale, sociologues pour la plupart, faisant partie du réseau thématique « Protection sociale, politiques sociales, solidarité » de l'Association française de sociologie. Il a pour ambition de dresser un bilan des connaissances des évolutions et des enjeux de la protection sociale surtout en France et en Europe (avec quelques références aux États-Unis) au cours des vingt dernières années dans les domaines de la santé, des retraites, de l'emploi, de la famille et du « civisme ». Il éclaire judicieusement les débats publics actuels forts controversés entre tenants et opposants du libéralisme sur la direction que devrait prendre la protection sociale et des réformes l'accompagnant.

Éclairage fort opportun alors que les États des deux côtés de l'Atlantique doivent faire face aux séquelles de la crise financière et économique mondiale, commencée aux États-Unis en 2007, qui, combinées avec l'évolution démographique, le chômage élevé de longue durée et les nouvelles précarités du salariat, menacent la pérennité des finances publiques et des systèmes de protection sociale.

L'ouvrage comporte, outre une présentation et une conclusion générale très étoffées, quatre parties, chacune précédée d'une présentation analytique des divers chapitres et sous-thèmes abordés. La première concerne la protection sociale à l'épreuve de nouveaux risques qu'elle n'est pas à même de contrer ou de compenser – tels que les nouvelles formes de précarité aux marges du salariat, la flexibilisation des âges de la vie et du statut dans l'emploi qui contrarient les paramètres fondamentaux sur lesquels fut fondée la protection sociale de l'après-guerre et des Trente Glorieuses. La seconde partie analyse les nouvelles reconfigurations de la protection sociale à la suite des réformes en cours en

matière de retraite, de santé et de chômage. Elle décrit les différents « modèles » qui soutiennent ces réformes, notamment en France, avec un chapitre inattendu et fort intéressant dressant un bilan de la protection sociale et des défis qu'elle doit surmonter au Proche-Orient (nommé Sud-Est méditerranéen). La troisième partie est consacrée à l'évolution des politiques d'aide aux familles et aux changements constatés au fil du temps à l'égard du rôle assigné à la famille dans la solidarité individuelle et collective en Europe, en Finlande et en France, à l'apparition relativement récente et encore balbutiante du rôle du père de famille et du congé parental, aux mesures assez différentes selon le pays à l'égard de la conciliation entre vie professionnelle et responsabilité familiale – notamment des femmes –, et de la répartition des rôles dans la famille (congé parental et prise en charge des enfants en bas âge et des personnes âgées dépendantes). La quatrième partie aborde dans divers contextes nationaux (France, Pays-Bas, États-Unis) le nouveau rôle assigné à la société civile dans les solidarités familiales et communautaires, la place du bénévolat et des habitants dans la politique de la ville.

Cet ouvrage mérite le détour pour l'éclairage particulier qu'il donne aux multiples problèmes sociaux actuels et qui pourra aider les décideurs politiques comme les partenaires sociaux à mieux saisir les différents éléments dont il faut tenir compte dans les efforts actuels fort controversés de réformes que ce soit pour relancer l'emploi ou les taux d'activité de la population, maîtriser les conséquences sociales de la flexibilisation du marché du travail, promouvoir l'égalité des chances ou réformer les régimes de retraite. Cet éclairage pourrait faciliter les choix politiques compte tenu des valeurs et des représentations collectives qui varient d'un pays à l'autre et entre certains groupes de pays européens (pays nordiques, pays du centre ou du sud de l'Europe, pays anglo-saxons). Cet éclairage distingue entre les phénomènes communs aux pays européens – comme les effets de la mondialisation de l'économie, la transition vers la société postindustrielle et, avec elle, la disparition progressive du modèle ternaire des trois âges de la vie et des temps sociaux (enfance/jeunesse – associée à l'éducation et la formation, l'âge « adulte » associé au travail salarié et à la « parentalité », puis la vieillesse associée

à la retraite). Cette transition brouille les seuils traditionnels des âges et donne naissance à une diversification croissante des trajectoires individuelles des vies qui deviennent plus incertaines et aléatoires avec la dissolution de l'encadrement normatif traditionnel, même si la liberté individuelle augmente. Un tel bouleversement exige une réflexion profonde sur les politiques appropriées pour adapter la prise en charge de ses effets en matière de formation tout au long de la vie, de transitions entre travail et autres occupations non marchandes, de protection sociale, et des rôles respectifs de l'État, de la collectivité et des individus dans une « nouvelle solidarité ».

Des éclairages forts opportuns sont donnés sur des problèmes aussi ardues à saisir pour formuler des réformes acceptables, comme la notion de précarité et des « nouveaux risques » (risques associés à l'accès à l'emploi pour les jeunes ou les « seniors », risques liés aux transitions multiples au cours de la vie professionnelle, risque de l'inadéquation de la couverture sociale pour les emplois dont la qualité est médiocre), ou comme la distinction qu'il importe à opérer entre quantité et qualité d'emploi. Ainsi, par exemple, l'ambivalence profonde de la solidarité familiale qui génère des contraintes multiples pour l'individu qui en est le bénéficiaire – psychologiques, morales, matérielles ou symboliques, qui sont peu compatibles avec l'aspiration à l'autonomie ou l'insertion sociale de l'individu ; le rôle de l'État dans une approche « libérale » qui souligne la responsabilité de l'individu dans l'investissement en soi (le capital humain) mais qui ignore les risques auxquels sont exposés les plus faibles en matière de formation, de parcours professionnel ou de protection sociale; et, enfin, la nouvelle configuration de l'État social – investisseur, régulateur et générateur de solidarités collectives, pour ne mentionner que ces quelques exemples.

Pour conclure, cet ouvrage mériterait une large diffusion pour son approche à la fois éclectique et pédagogique.

Hedva Sarfati

Ancienne directrice au BIT et consultante en matière de réformes du marché du travail et de la protection sociale auprès de l'AISS, Genève

Globalization, Flexibilization and Working Conditions in Asia and the Pacific

Edited by Sangheon Lee and François Eyraud, Geneva: ILO and Oxford: Chandos Publishing, 2008, 452 pp., ISBN 978-1-8433-4330-1.

This book is a collective work of several researchers who are trying to fill gaps in the literature concerning recent changes in employment conditions in Asia and the Pacific. They stress the importance of the common but often forgotten wisdom that “people see the world through the optic of their workplace.” The objective is to go beyond the traditional macroeconomic analysis of globalization and its impact on the labour market based primarily on average indicators, and to find out what kind of changes have taken place in the working conditions of individual workers in the context of the recent trends towards labour market reform and economic globalization. The main employment conditions analyzed in this book are employment status (contract type), wage/incomes (average wages, wage inequality and wage-related underemployment or poverty, labour cost); and, working time (work organization and related issues like work and family balance, health and safety, etc.).

There are eight national case studies and two crosscutting analyses. The selected countries represent the four waves of globalization that have occurred in Asia and the Pacific: Australia, Japan, the Republic of Korea, Indonesia, the Philippines, Thailand, China and Vietnam. Two special chapters discussing the workers' right to organize in this region and evaluating labour laws are also included. All the studies included in this volume were carried out in accordance with standard research guidelines that helped identify common trends and issues, as well as differences across the countries. However, the lack of reliable data and analysis did not allow the benefits of this approach to be maximized. Even though several new surveys were made (China, Philippines), more work is needed to improve labour statistics in this region to provide more thoughtful analysis and more-grounded policy debates.

This book is organized into four parts. Three chapters of the first part address the debates on economic growth and social